

OTC

Les dirigeants de l'Arménie, de la Russie et de l'Azerbaïdjan adoptent une déclaration commune

Le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pashinyan, le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine et le Président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev ont adopté une déclaration conjointe à l'issue des discussions trilatérales de Sochi.

Lors d'une réunion à Sotchi le 26 novembre 2021, les parties ont discuté de la mise en œuvre de la déclaration du 9 novembre sur le cessez-le-feu et la cessation de toutes les hostilités dans la zone du conflit du Haut-Karabakh, ainsi que de la déclaration du 11 janvier 2021 sur le déblocage de toutes les liaisons économiques et de transport dans la région.

« Nous avons réaffirmé notre engagement à poursuivre la mise en œuvre cohérente et le respect inconditionnel de toutes les dispositions des déclarations du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021 dans l'intérêt de la stabilité, de la sécurité et du développement économique du Caucase du Sud, et nous avons convenu d'intensifier les efforts conjoints visant à résoudre le plus rapidement possible les questions restantes découlant des déclarations du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021 », indique le communiqué.

Les dirigeants ont noté la contribution significative du contingent russe de maintien de la paix à la stabilisation de la situation et à la sécurité dans la région.

« Nous avons convenu de prendre des mesures pour accroître le niveau de stabilité et de sécurité à la frontière azerbaïdjano-arménienne et d'œuvrer à la création d'une commission bilatérale sur la délimitation de la frontière d'État

entre la République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie, avec sa démarcation ultérieure, avec l'assistance consultative de la Fédération de Russie à la demande des parties », ont déclaré les dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie.

« Nous avons hautement apprécié les activités du groupe de travail trilatéral, établi conformément à la déclaration du 11 janvier 2021, sous la présidence conjointe des vice-premiers ministres de la République d'Azerbaïdjan, de la République d'Arménie et du vice-premier ministre de la Fédération de Russie pour débloquer toutes les liaisons économiques et de transport dans la région. Nous avons souligné la nécessité de lancer des projets spécifiques dès que possible afin de libérer le potentiel économique de la région », ont-ils poursuivi.

La Fédération de Russie continuera à fournir toute l'assistance nécessaire à la normalisation des relations entre la République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie, à la création d'un climat de confiance entre les peuples azerbaïdjanais et arménien, ainsi qu'à l'établissement de relations de bon voisinage dans la région.

par [Ara Toranian](#)

2- Le Courrier d'Erevan

27/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/declaration-commune--adoptee-par-le-president-russe-le-premier-ministre-armenien-et-le>

Déclaration commune adoptée par le Président russe, le premier-ministre arménien et le Président

azerbaïdjanais



À l'issue des négociations trilatérales à Sotchi, hier, le 26 novembre, le Premier ministre de la République d'Arménie, Nikol Pashinyan, le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, et le Président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, ont adopté une déclaration commune. Egalement, à l'issue de la rencontre, le Président russe Vladimir Poutine a remis au Premier ministre arménien Nikol Pashinyan et au Président azerbaïdjanais Ilham Aliyev des branches d'olivier en guise de symbole de règlement: "un rameau d'olivier qui symbolise la paix et la prospérité", selon le président russe.

Voici le texte intégral de la déclaration commune:

" Nous, le Premier ministre de la République d'Arménie N.V.Pashinyan, le Président de la République d'Azerbaïdjan I.H. Aliyev, le Président de la Fédération de Russie V.V.Poutin, nous sommes rencontrés le 26 novembre à Sochi

et avons discuté du processus de mise en œuvre de la Déclaration du 9 novembre 2020 sur le cessez-le-feu complet et la fin de tous les types d'opérations militaires dans la zone de conflit du Haut-Karabagh et du processus de mise en œuvre de la Déclaration du 11 janvier 2021 sur le déblocage de toutes les infrastructures économiques et de transport de la région.

Nous avons réaffirmé notre engagement à poursuivre la mise en œuvre cohérente et le respect inconditionnel de toutes les dispositions de la Déclaration du 9 novembre 2020 et de la Déclaration du 11 janvier 2021, dans l'intérêt de la stabilité, de la sécurité et du développement économique du Sud-Caucase. Nous avons convenu d'intensifier les efforts conjoints visant à résoudre immédiatement les questions restantes découlant des déclarations du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021.

Nous avons mentionné la contribution importante de la mission russe de maintien de la paix pour stabiliser la situation et assurer la sécurité dans la région.

Nous sommes convenus de prendre des mesures pour accroître le niveau de stabilité et de sécurité à la frontière azerbaïdjano-arménienne, de faire avancer le processus de création d'une commission bilatérale avec la participation consultative de la Fédération de Russie, fondée sur l'application des parties, sur la délimitation, puis la démarcation, de la frontière d'État entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan.

Nous avons hautement apprécié l'activité du groupe de travail trilatéral sur le déblocage de toutes les communications économiques et de transport de la région, établi conformément à la déclaration du 11 janvier 2021 sous la présidence conjointe des Vice-Premiers ministres de la République d'Azerbaïdjan, de la République d'Arménie et de la Fédération de Russie. Nous avons souligné la nécessité de lancer des projets concrets dès que possible, visant à identifier le potentiel économique de la région.

La Fédération de Russie continuera à fournir l'assistance nécessaire à la normalisation des relations entre la République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie, à l'instauration d'un climat de confiance entre les peuples azerbaïdjanais et arménien, et à l'établissement de relations de bon voisinage dans la région."

3- Les Nouvelles d'Arménie

27/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86620

Le compte-rendu officiel de la rencontre Pashinyan-Aliyev-Poutine



A l'initiative de Vladimir Poutine, des entretiens trilatéraux se tiennent à Sochi entre le Président de la Fédération de Russie, le Président de la République d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev et le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pashinyan.

Les consultations sont programmées pour coïncider avec l'anniversaire de la signature de la Déclaration sur un cessez-le-feu complet et la fin de toutes les hostilités dans la zone de conflit du Haut-Karabakh du 9 novembre 2020.

La discussion a porté sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des accords antérieurs, sur les nouvelles mesures visant à renforcer la stabilité et à rétablir une vie paisible dans la région, ainsi que sur divers aspects du rétablissement et

du développement des liens commerciaux, économiques et de transport.

À l'issue de la réunion, Vladimir Poutine, Ilham Aliyev et Nikol Pashinyan ont approuvé une déclaration du président de la République d'Azerbaïdjan, du premier ministre de la République d'Arménie et du président de la Fédération de Russie.

Les dirigeants des trois pays ont également fait des déclarations sur les résultats des pourparlers trilatéraux.

* * *

Président de la Russie Vladimir Poutine :

Chers collègues, chers amis,

Je tiens tout d'abord à vous remercier d'avoir pris le temps de répondre à mon invitation et de venir en Russie pour passer en revue le travail accompli au cours de l'année écoulée depuis l'adoption de la déclaration de paix l'année dernière. Nous avons réaffirmé nos accords sur le cessez-le-feu et le retour à une vie normale plus tard en janvier. Beaucoup de choses ont été accomplies pendant cette période.

Malheureusement, toutes les questions n'ont pas encore été réglées. Je suis conscient des incidents tragiques à la frontière, lorsque des personnes des deux côtés sont tuées ou blessées. Ces événements exigent une attention particulière de notre part et, en fait, nous nous réunissons aujourd'hui afin d'éviter de tels incidents à l'avenir.

Dans l'ensemble, beaucoup a été accompli au cours de l'année. Tout d'abord, il n'y a pas d'hostilités à grande échelle, ce qui est très bien en soi. Pendant ce temps - et avec notre aide - beaucoup a été fait pour que les réfugiés rentrent chez eux, avec 53 000 personnes retournant dans leur lieu de résidence permanent. Un bon groupe de surveillance a été créé, et notre contingent y travaille. D'après ce que j'ai compris et d'après les évaluations des deux parties, il fait du bon travail et offre des conditions de vie sûres à la population locale. Le centre de surveillance du cessez-le-feu russo-turc est opérationnel. Plus important encore, les conditions sont créées pour une vie pacifique normale.

Une commission trilatérale a été créée au niveau des vice-premiers ministres des gouvernements d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Russie. Mes collègues m'ont fait part de ses progrès. Ce n'est pas facile, mais, néanmoins, ce travail est à un stade avancé, et il y a des raisons de croire que nous serons bientôt en mesure non seulement de confirmer le travail du groupe correspondant sur le déblocage des liaisons de transport, mais aussi de prendre les décisions appropriées dont tout le monde a besoin.

Je pense que c'est en fait le but de nos efforts, à savoir créer les conditions adéquates pour la renaissance de la région afin que les gens puissent se sentir en sécurité et s'engager dans l'activité économique et développer l'économie. Tout cela, bien sûr, devrait avoir l'effet le plus favorable sur le niveau de vie des citoyens des deux pays.

Cela revêt une grande importance pour la Russie, car nous entretenons des relations particulières avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Nous avons fait partie d'un seul État pendant de nombreux siècles, nous avons des liens historiques profonds, et je ne voudrais pas les rompre, mais au contraire, nous devons nous efforcer de les restaurer et de les maintenir à l'avenir.

C'est ce que je voudrais dire dans mes remarques préliminaires.

Le Président Aliyev et moi-même avons discuté de manière préliminaire des questions que nous nous efforcerons d'approuver au cours de notre travail commun. Nous l'avons fait à l'avance avec la partie arménienne. J'ai discuté à plusieurs reprises de ces questions avec le Premier ministre arménien, et nous avons également échangé nos points de vue à ce sujet en nous rendant sur place. M. Pashinyan restera après la réunion trilatérale, et nous aurons une réunion bilatérale avec lui.

C'est, peut-être, tout ce que je voulais dire pour ouvrir notre réunion. Si nos collègues veulent ou doivent dire quelque chose au début de notre réunion, allez-y.

Président de la République d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev :

Merci beaucoup pour cette invitation, Monsieur le Président.

En Azerbaïdjan, nous apprécions grandement votre participation personnelle au règlement des relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et bien sûr, votre implication dans l'harmonisation du texte de la Déclaration l'année dernière.

Comme vous l'avez mentionné, nous nous sommes rencontrés dans ce format au début de cette année. Nous nous réunissons maintenant à la fin de l'année afin de pouvoir examiner les résultats.

Bien sûr, la situation est généralement stable dans la zone de responsabilité des casques bleus russes. Il n'y a pas eu d'incidents graves ou de provocations délibérées. Les incidents isolés n'ont pas été fréquents. Je tiens donc à remercier le contingent russe de maintien de la paix pour ses bons services : il assure la sécurité dans la région qui a connu un état de conflit gelé pendant de nombreuses années et qui a été le théâtre d'une guerre totale l'année dernière.

Cette année, l'Azerbaïdjan a fait preuve d'une approche très constructive pour éliminer les conséquences de la guerre et débloquer les communications. Je pense que cette question est importante car elle fait partie des points qui n'ont pas encore été réalisés, car les autres points de la déclaration trilatérale, qui a été adoptée et signée en novembre de l'année dernière, ont pour la plupart été réalisés. Je pense donc que, comme nous en avons déjà parlé, il serait naturel d'en discuter, ainsi que de la délimitation des frontières entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Nous apprécions également le soutien de la Russie, y compris ses conseils, sur cette question.

La frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie n'a pas été délimitée, et nous avons répété à plusieurs reprises que nous étions prêts à entamer immédiatement le processus de délimitation. En outre, nous avons proposé à l'Arménie, publiquement, de commencer à travailler sur un traité de paix afin de mettre officiellement fin à la confrontation, de reconnaître l'intégrité territoriale et la souveraineté de chacun et de vivre à l'avenir en tant que voisins, d'apprendre à vivre en tant que voisins en partant de zéro.

Bien sûr, il y a une foule d'autres problèmes émergents, mais ils sont résolus rapidement, en partie avec l'aide de la Russie - votre implication personnelle et les contributions du ministère des Affaires étrangères, du ministère de la Défense, du gouvernement et d'autres organes.

Je tiens à vous remercier une nouvelle fois de m'avoir donné l'occasion de tenir

cette réunion aujourd'hui.

Le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pashinyan :

Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour l'invitation et pour l'organisation de cette réunion.

Mais avant de passer à l'ordre du jour d'aujourd'hui, permettez-moi d'exprimer mes condoléances au nom du peuple arménien et en mon nom personnel pour l'explosion survenue à Kuzbass. Elle a tué de nombreuses personnes. Je veux exprimer mes condoléances aux familles et aux amis des mineurs qui ont été tués.

Vladimir Poutine : Merci.

Nikol Pashinyan : Votre rôle personnel et celui de la Fédération de Russie dans l'arrêt de la guerre l'année dernière est évident pour tout le monde. Après le 9 novembre, les forces de maintien de la paix russes ont été déployées dans le Haut-Karabakh, le long du corridor de Lachin. Les casques bleus russes et la Fédération de Russie jouent un rôle clé dans la stabilisation de la situation dans le Haut-Karabakh et dans la région en général.

Toutefois, je tiens à souligner que, malheureusement, la situation n'est pas aussi stable que nous le souhaiterions. Plusieurs dizaines de personnes sont mortes des deux côtés depuis le 9 novembre, et d'autres incidents se produisent également dans le Haut-Karabakh. Depuis le 12 mai, nous avons en fait une crise à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Nous pensons que des troupes azerbaïdjanaises ont envahi le territoire souverain de l'Arménie. Bien sûr, certaines frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ont pas été délimitées ou démarquées, mais une frontière d'État existe et elle définit le territoire souverain de la République d'Arménie.

Je ne peux pas partager l'avis du président de l'Azerbaïdjan selon lequel tous les points, à l'exception du déblocage des connexions, ont été remplis. Vous savez, et j'en ai discuté avec vous à plusieurs reprises, tant en personne que par téléphone, qu'il y a également le problème des otages, des autres détenus et des prisonniers de guerre, et qu'il s'agit d'une question humanitaire très importante. Mais je voudrais dire que je crois qu'aujourd'hui nous nous sommes rencontrés non

seulement pour exprimer ces problèmes mais aussi pour discuter des moyens de les résoudre.

J'ai également dit plus d'une fois que l'Arménie est prête à entamer le processus de délimitation et de démarcation de la frontière. Il est également vital pour nous d'ouvrir, de débloquent toutes les connexions économiques et de transport. Nous sommes sincèrement intéressés par la résolution de ces problèmes et j'espère que nous les passerons tous en revue aujourd'hui.

J'ai vu qu'au cours de votre réunion bilatérale avec le président de l'Azerbaïdjan, vous avez parlé du problème du règlement du Haut-Karabakh. Le président de l'Azerbaïdjan vient de mentionner la question des pourparlers de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Bien sûr, cela nous intéresse aussi, et nous pensons que le règlement du problème du Haut-Karabakh doit être coprésidé par le groupe de Minsk de l'OSCE.

Je pense que nous devons et pouvons discuter de nombreuses questions dans le format bilatéral. Je dois dire que les responsables de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie prévoient déjà des contacts directs. Je pense qu'il est nécessaire de souligner que ces positions méritent une mention spéciale dans le contexte des nuances pas si positives.

Le point le plus important de la réunion actuelle n'est pas simplement de parler de l'existence de certains problèmes. L'essentiel est qu'aujourd'hui, nous sommes parvenus à prendre des décisions pratiques (ou aussi pratiques que possible) sur la stabilisation de la situation dans le Caucase du Sud, car nous sommes responsables de la paix, de la stabilité et de la sécurité des personnes.

Je vous remercie.

Vladimir Poutine : Je pense que ce que vous venez de dire est très important. Je me réfère à ce que le Président de l'Azerbaïdjan et le Premier ministre de l'Arménie ont dit. Les deux parties sont intéressées à normaliser la situation et à la voir évoluer de manière positive.

(S'adressant à Nikol Pashinyan.) Vous venez de mentionner les connexions, la nécessité de les débloquent. Le président Aliyev en a également parlé.

Tout le monde est intéressé par cela, y compris la Russie, étant donné que nous sommes tous des pays proches, nous sommes des voisins avec un commerce important. Tout le monde est évidemment intéressé à le faire. C'est le premier point.

Le deuxième point. Nous allons encore nous mettre d'accord sur le début des travaux de démarcation et de délimitation des frontières : d'abord, sur la délimitation et ensuite sur la démarcation. Nous en parlerons bien sûr aujourd'hui. Cela dit, il est clair qu'il s'agit d'un problème difficile. Nous l'avons hérité de l'Union soviétique. Il n'y avait pas de frontière bien définie là-bas. Mais nous avons l'occasion de parler de tout cela.

Je suis d'accord avec mes deux collègues pour dire que plus il y a de contacts, y compris des contacts directs, mieux c'est. Les contacts bilatéraux directs sont tout à fait prioritaires. Je sais que vous allez bientôt avoir une autre réunion à Bruxelles. Vous avez accepté de vous y rendre et de vous y rencontrer, et nous nous en félicitons également. Plus vous avez d'occasions de communiquer directement, mieux c'est. J'en ai également parlé récemment avec le président du Conseil européen, Charles Michel. Il est impatient de vous rencontrer. Cependant, j'espère que nous ferons un pas en avant maintenant, et qu'il sera possible de faire d'autres pas en avant dans d'autres lieux. Permettez-moi de répéter que nous nous félicitons de la participation de nos partenaires à ce dialogue. L'essentiel est de le rendre utile.

Merci beaucoup.

par [Ara Toranian](#)

Pour aller plus loin... <http://en.kremlin.ru/events/preside..>

4- Les Nouvelles d'Arménie

27/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86621

Nikol Pachinian le Premier ministre arménien a résumé les résultats de la réunion tripartite de Sotchi (Russie)

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, le Président de Russie, Vladimir Poutine et le Président azéri Ilham Aliev, ont résumé les résultats de la rencontre trilatérale de Sotchi (Russie) hier vendredi 26 novembre en réalisant des déclarations à la presse, informe le bureau de presse du Premier ministre arménien.

Dans son allocution face aux médias après la rencontre tripartite déclaration, le Premier ministre Nikol Pachinan a déclaré :

« Vladimir Vladimirovitch,

Permettez-moi de vous remercier une fois de plus pour votre invitation et, bien sûr, pour l'atmosphère de travail positive.

Je veux confirmer que nous avons eu une rencontre et une conversation très positives, et que nous avons effectivement discuté de toutes les questions à l'ordre du jour. Ce n'était pas une rencontre pour cacher les problèmes, mais une rencontre où nous avons discuté ouvertement de toutes les questions. Et je voudrais évaluer positivement le fait que nous avons clarifié les positions sur de nombreuses questions, et il s'est avéré que nous n'avons pas de mauvaise interprétation sur un certain nombre de questions, contrairement à ce qu'il semblait avant cette rencontre.

Je voudrais mentionner que, en fait, en ce qui concerne l'ouverture de toutes les communications de transport et économiques dans la région, nous avons enregistré que nous avons une idée commune de la façon dont ces communications fonctionneront.

Le sujet du lancement du processus de délimitation et de démarcation n'est pas nouveau, nous avons déjà discuté de cette question. Nous avons également adopté une déclaration trilatérale, dans laquelle nous avons déclaré qu'avant cela, les conditions nécessaires devraient être créées, c'est-à-dire que des mécanismes de sécurité et de stabilité devraient être créés à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Bien sûr, les questions humanitaires ont également été abordées.

De manière générale, j'estime que la conversation et la rencontre d'aujourd'hui sont très positives. Je tiens à remercier une fois de plus notre allié stratégique, la Fédération de Russie, pour cette initiative. Je pense que si nous parvenons à

établir une certaine dynamique de notre dialogue sur la base de cette rencontre, nous pouvons également nous attendre à des résultats concrets.

Je réaffirme la volonté de l'Arménie et du gouvernement arménien, qui a reçu un mandat du peuple arménien, d'ouvrir une ère de développement pacifique pour notre pays et notre région. Nous nous y sommes engagés et, bien entendu, la rencontre d'aujourd'hui a contribué à la réalisation de cet agenda.

Je vous remercie". Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

5- La Presse (Canada)

26/11/2021

<https://www.lapresse.ca/international/europe/2021-11--26/vladimir-poutine-appelle-l-armenie-et-l-azerbaïdjan-a-apaiser-les-tensions.php>

Vladimir Poutine appelle l'Arménie et l'Azerbaïdjan à apaiser les tensions

(Moscou) Le président russe Vladimir Poutine a appelé vendredi son homologue azerbaïdjanais Ilham Aliev et le premier ministre arménien Nikol Pachinian à apaiser les tensions et résoudre leurs différends après la guerre qui les a opposés en 2020.

AFP

Cette rare rencontre entre les trois dirigeants dans la ville russe de Sotchi (sud) intervient après plusieurs épisodes récents de violences entre forces arméniennes et azerbaïdjanaises à la frontière entre les deux pays.

« Nous avons fait partie d'un État unifié pendant des siècles, nous avons des liens historiques profonds », a souligné M. Poutine en référence à l'URSS et à la Russie tsariste, qui incorporaient l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

« Nous devons nous efforcer de reconstruire ces liens et de les développer à

l'avenir », a ajouté M. Poutine, qui s'est aussi entretenu séparément avec les deux dirigeants.

Il a encouragé MM. Aliev et Pachinian, qui se sont rencontrés pour la dernière fois en janvier, à avoir davantage de contacts directs. « Le plus de contacts il y a, y compris directs, le mieux c'est », a-t-il dit.

Cette rencontre a lieu moins de deux semaines après les pires violences dans la région depuis la guerre pour le contrôle du Nagorny Karabakh en 2020, qui a fait plus de 6500 morts.



PHOTO MIKHAIL KLIMENTYEV, AGENCE FRANCE-PRESSE

Vladimir Poutine, le premier ministre de l'Arménie Nikol Pachinian et le président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev

Lors de ces récents affrontements, six soldats arméniens et sept militaires azerbaïdjanais ont trouvé la mort. M. Poutine a néanmoins salué le fait que ces violences ne se sont pas transformées en « guerre à grande échelle ».

Les trois dirigeants ont également discuté à Sotchi de la démarcation des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, alors qu'Erevan accuse Bakou d'incursions sur son territoire.

« Nous sommes prêts à commencer à travailler sur la démarcation et sur un traité de paix en urgence, afin d'apprendre à vivre à nouveau comme des voisins », a déclaré Ilham Aliev.

Nikol Pachinian a lui aussi dit être « prêt pour la démarcation des frontières ».

Les dirigeants ont également prôné la restauration des liaisons de transport entre les deux pays du Caucase, conformément aux termes de l'accord de cessez-le-feu signé sous médiation russe en novembre 2020.

Vendredi, l'Azerbaïdjan a annoncé avoir remis à Erevan deux Arméniens - un soldat et un civil - que Bakou détenait depuis le cessez-le-feu de l'an passé.

6- Eurasianet

26/11/2021

Leaders of Armenia, Azerbaijan meet, agree to work bilaterally

There was much to discuss just over a year after the end of the war, including ongoing border tensions, plans to reopen borders and transportation, and the fate of Armenian prisoners.

[Joshua Kucera](#)

The leaders of Armenia and Azerbaijan have met for the first time in nearly a year, and the second time since they fought a war last year. While they did not sign long-awaited agreements to reduce ongoing tension between the two countries, they did formally promise to form a bilateral commission to delimit and demarcate their mutual border.

Azerbaijan President Ilham Aliyev and Armenian Prime Minister Nikol Pashinyan met, along with Russian President Vladimir Putin, in Sochi on November 26. The three had plenty to discuss, as several issues continue to divide the two countries a little more than a year after the war: ongoing border tension, plans to open up borders and transportation links, and Armenian prisoners of war still being held in Azerbaijan.

Putin met first with Aliyev one-on-one, then Pashinyan joined them, then Putin met Pashinyan without Aliyev. The public part of the trilateral meeting took place, as had the first one, with Putin on one side of the table and the two Caucasus leaders on the other side, barely acknowledging one another.

In spite of [sharply rising tension](#) between the two sides, including [heavy fighting](#) less than two weeks earlier, Putin chose to accentuate the positive that has been accomplished since he brokered a ceasefire on November 9, 2020. He [highlighted](#) the fact that 53,000 [Armenian] refugees have returned to their homes following the fighting; that the 2,000-strong Russian peacekeeping contingent now stationed in Nagorno-Karabakh is working “with high marks from both sides,” and that “large-scale military activities have not taken place.”

Both Pashinyan and Aliyev heaped praise on the Russian peacekeeping mission, despite discontent with the peacekeepers from both sides. Armenians [resent](#) their failure to stop Azerbaijan from continuing to lay on pressure, and from Azerbaijan for the fact that they are in effect preventing them from completing takeover of the rest of their territory. (Notably, while Azerbaijani officials [including Aliyev](#) regularly describe the Russian presence as “temporary,” Aliyev didn’t use that word to Putin’s face. “We hope that next year that work [of the Russian peacekeepers] will be continued and there will be more good results,” he [said](#) in his one-on-one with Putin.

Putin said the meeting would be devoted to discussing the “revival” of the region, “so that people can feel safe and carry out economic activities normally, can develop the economy.”

There was much speculation ahead of the meeting that the three would sign additional agreements, in particular one on formally delimiting and demarcating the borders between Armenia and Azerbaijan, and another on opening up new transportation routes between the two countries, most notably a route through

Armenia connecting Azerbaijan's mainland with its exclave of Nakhchivan.

While they did not do that, they did sign a document that expressed their intention "to work toward the creation of a bilateral commission on the delimitation of the state border between Armenia and Azerbaijan and its subsequent demarcation, with Russian consultation upon request of the sides."

Putin [said](#) the commission would be formed by the end of the year.

Both sides were reportedly ready to sign new agreements on November 9, the one-year anniversary of the ceasefire signing, but Pashinyan pulled out.

Putin said that "very soon" an agreement on transportation would be reached, and he emphasized Russia's own interest in that happening. "My colleagues have briefed me on how the work is going - it's difficult, but nevertheless this work is in an advanced stage," he said.

Following the meeting, Pashinyan also said that the sides were very close to an agreement on transportation, but didn't offer details.

"It was a very positive meeting, we discussed practically every issue on the agenda. We clarified our positions on my issues. It turns out that on a host of issues we don't have any disagreements. On the issue of the opening of transportation and economic communications in the region we determined that we have a common understanding of how those communications will work," he [said](#).

Pashinyan and Aliyev are meeting again soon: in Brussels on December 15, [under the aegis](#) of the European Union. That meeting actually had been announced ahead of this one, and many regional analysts interpreted the hastily arranged Moscow meeting - it was announced only four days ahead of time - as Russia's desire to maintain as much control as possible over the process.

The multiple negotiation platforms represent a sort of low-intensity geopolitical metastruggle over the resolution of the conflict, which Russia has largely dominated since last year's war but with occasional interventions by the [United States](#) and Europe.

The last meeting between the two men also took place with Putin's mediation: on January 11 [they met in Moscow](#) and set up a trilateral commission (made up of

the deputy prime ministers of the three states) to work out the details of the transportation plans.

That commission is planning to meet the following week to "summarize and report on the decisions that were agreed today," Putin [said](#) following the meeting.

7- Les Nouvelles d'Arménie

26/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86610

L'un des soldats Arméniens libéré par Bakou et renvoyé en Arménie est un militaire qui était blessé et prisonnier lors de l'attaque azérie du 16 novembre

L'un des deux prisonniers de guerre Arméniens renvoyés en Arménie ce matin par l'Azerbaïdjan est un soldat qui était blessé et capturé le 16 novembre à l'est de l'Arménie a informé le président de la République de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan.

« Aujourd'hui, grâce à la médiation des forces de maintien de la paix russes, Mihran Mousayelyan, un citoyen de la République d'Artsakh, qui s'est trouvé du côté des azéris il y a trois jours après avoir s'être égaré, a été remis à la partie arménienne, et Aren Aramyan, un militaire des Forces armées de l'Arménie, blessé le 16 novembre. Je tiens à remercier la partie russe pour cette mission de médiation efficace, exprimant l'espoir que grâce à leurs efforts continus, nous serons en mesure de rapatrier tous nos compatriotes en captivité en Azerbaïdjan dans un court laps de temps » a affirmé Arayik Harutyunyan.

Krikor Amirzayan

8- Les Nouvelles d'Arménie

26/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86590

Le « bus de la honte » au service de Bakou retiré de la circulation à Thessalonique

La ville de Thessalonique, au nord de la Grèce, ne s'honore pas vraiment d'avoir donné naissance de Mustapha Kemal, dit Atatürk. Ses habitants préfèrent oublier que le fondateur de la Turquie moderne, qui réduisit à néant, par les armes, les rêves d'une Grande Grèce s'étendant de part et d'autre de la mer Egée et qui perpétra un génocide sur les Grecs pontiques, descendants du dernier Etat byzantin qui, retranché dans la région de Trabzon, résista quelques décennies après la chute de Constantinople aux envahisseurs ottomans, était l'une des plus éminentes figures auxquelles leur ville donna le jour. Située aux portes de la Thrace occidentale, où l'actuel dirigeant turc Erdogan, au détour d'une visite en Grèce en 2017, chercha à mobiliser la minorité musulmane en exprimant en termes à peine voilés, les revendications turques sur cette province, la deuxième ville de Grèce, n'a aucune nostalgie de l'époque ottomane et a gardé en mémoire le joug turc. Aussi est-ce avec surprise que ses habitants ont vu circuler dernièrement dans les rues de la ville un de leurs bus arborant une grande publicité aux couleurs de l'Azerbaïdjan, plus proche allié et frère de la Turquie, qui exalte la reconquête de Shoushi, au Haut Karabagh, par les forces azéries : la publicité montre une photo de la forteresse de Shoushi, qui était jusqu'en novembre 2020, soit avant la victoire des Azéris sur les Arméniens du Karabagh après une guerre de 44 jours, la capitale culturelle du Karabagh arménien, flanquée des inscriptions en grec, azéri (turc) et anglais martelant que Shoushi c'est l'Azerbaïdjan. Alertées par l'ambassade arménienne de Grèce, les structures communautaires arméniennes de Grèce, à commencer par l'Armenian National Committee (Hay Tad) de Thessaloniki, et la Chambre de commerce gréco-arménienne, les autorités municipales ne tarderont pas à retirer de la circulation ce « bus de la honte », qui déshonorait les transports publics et la ville toute entière par le message publicitaire qu'il véhiculait . L'ambassadeur d'Arménie en Grèce, Tigran Mkrtchyan, a précisé qu'après avoir attiré l'attention des autorités municipales sur la nature politique et provocative de cette publicité ou propagande qui devait être retirée sans délai, les autorités grecques l'informait dans les heures qui suivirent que la publicité avait été retirée du bus. L'ambassadeur a ajouté que de telles actions de l'Azerbaïdjan peuvent avoir lieu non seulement en Grèce, où existe une petite communauté azérie, mais aussi dans

d'autres pays. « Par des mesures provocatives de ce genre, l'Azerbaïdjan tente tout simplement de présenter et de pérenniser les résultats du recours à la force comme une réalité durable, alors que nous savons que la question du statut du Haut-Karabagh reste ouverte. Tous les pays coprésidant le Groupe de Minsk de l'OSCE l'on dit. Il apparaît que par de telles procédés, l'Azerbaïdjan tente de »montrer" une fois pour toutes que Shoushi est l'Azerbaïdjan, que le retour de Shoushi au Haut-Karabagh ne peut être envisagé. Mais le Haut-Karabagh a ses frontières administratives clairement établies, Shoushi, comme Hadrut, sont dans ces frontières. Shoushi et Hadrut sont actuellement occupés. Par de telles mesures, l'Azerbaïdjan veut donner l'impression que le dossier est clos. L'Azerbaïdjan va contre la logique du processus de négociation. Je considère cet acte comme une provocation, spécialement dans un pays ami comme la Grèce, dont les autorités ont à maintes reprises exprimé leur solidarité avec les positions de l'Arménie. Avec de telles provocations, ils cherchent à créer de la tension dans les relations arméno-grecques, ce qui, bien sûr, sera voué à l'échec", a conclu l'ambassadeur Tigrane Mkrtchyan. Les autorités municipales de Thessaloniki ont tenu à faire savoir que le département des transports publics n'était pas informé de la teneur des publicités affichées sur les bus et autres moyens de transport, qui relèvent d'une agence privée mandatée à cet effet. Des publicités pro-azéries du même genre ont également été vues à Londres et à Sydney, mais là encore, sous la pression des sections locales de l'ANC notamment, elles n'ont pas fait long feu. Le Greek City Times n'a pas manqué de rendre compte de l'incident du "Bus de la honte", en soulignant que les autorités de Thessaloniki l'avaient mis hors service "sans hésitations". Mais le journal, tout en se félicitant de se rapide retrait, se demande comment une telle publicité a pu être mise en circulation.

par [Garo Ulubeyan](#)

9- Les Nouvelles d'Arménie

26/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86588

Moscou souhaiterait promouvoir le rapprochement arméno-turc

La Russie a fait savoir, par la voix diplomatique, qu'elle était prête à promouvoir

un rapprochement entre l'Arménie et la Turquie, confirmant ainsi les annonces faites dernièrement selon lesquelles Erevan aurait officiellement fait appel à la médiation de Moscou en vue d'une normalisation de ses relations avec Ankara. La porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova, a en effet déclaré, lors de son point de presse hebdomadaire à Moscou, que la Russie était intéressée par un tel processus et avait déjà déployé des efforts par le passé en ce sens. "Notre pays est prêt à encourager ce processus de quelque manière que ce soit. Le lancement de ce processus, comme nous le croyons, devrait sans nul doute contribuer à l'amélioration de la situation générale dans la région", a ajouté la diplomate russe. Le porte-parole du ministère arménien des affaires étrangères Vahan Hunanian, avait révélé quelques jours avant aux journalistes de RFE/RL que Erevan avait informé Moscou qu'il était prêt pour une normalisation des relations avec Ankara sans préconditions et avait demandé sa médiation pour un tel processus. Durant son point de presse, M. Zakharova a aussi souligné que la Russie "prend toutes les mesures pour restaurer les liens économiques et de transport dans la région". "Nous prenons toutes les dispositions pour établir une vie pacifique et renforcer la stabilité dans la région. Une attention particulière est portée, bien sûr, à la restauration et au développement du commerce et des liens économiques et de transport", a précisé la représentante officielle du ministère russe des affaires étrangères. Le premier ministre arménien Nikol Pachinian avait réitéré la disposition d'Erevan à normaliser ses relations avec Ankara lors d'une visioconférence de presse mardi, mais il avait bien précisé qu'un tel processus ne saurait avoir lieu si la Turquie persiste à poser ses conditions, comme l'aménagement d'un corridor extraterritorial reliant l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan via l'Arménie. "Nous souhaitons normaliser nos relations avec la Turquie. Nous ne saurions discuter de quelque corridor. Mais nous voulons discuter de l'ouverture de liens de transport régionaux", avait insisté N. Pachinian. N. Pachinian et le président turc Recep Tayyip Erdogan avait échangé des déclarations publiques en août et en septembre relatives à des "signaux positifs" de part et d'autre dans le sens d'une normalisation des relations entre les deux pays voisins et historiquement ennemis, qui héritent d'un lourd passif, à commencer par ce génocide des Arméniens de l'Empire ottoman en 1915 dont la Turquie persiste à nier l'existence. Dans une interview accordée au Figaro il y a quelques jours, le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan avait indiqué, pourtant, qu'Ankara posait de nouvelles conditions pour le lancement d'un dialogue avec Erevan, à commencer par la garantie d'un corridor extraterritorial en faveur de l'Azerbaïdjan. Il soulignait dans les colonnes du

quotidien français qu'un tel corridor ne pouvait être envisagé. Pachinian, de la même manière, avait indiqué que l'accord de cessez-le-feu arméno-azéri négocié l'an dernier par la Russie ne prévoyait dans ses termes aucun corridor exterritorial. Il avait néanmoins souligné que l'Arménie était prête à fournir des routes de transit via son territoire, étant entendu qu'elle conserverait sa souveraineté sur ces axes, conformément aux termes de l'accord qui mit fin à 44 jours de guerre au Karabagh. Lors de sa conférence de presse lundi à Moscou, M. Zakharova a été interrogée sur l'éventualité de postes de contrôle douaniers sur les routes qui reliaient l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan. Elle a répondu en ces termes : « Nous voyons de bonnes perspectives à la réouverture des liens de transport dans la région, en prenant en considération les intérêts de toutes les parties. Nous partons aussi du fait que le transport international sur les routes réouvertes sera effectué sur la base des accords internationaux et de la législation nationale de chacune des parties ».

par [Garo Ulubeyan](#)

10- Les Nouvelles d'Arménie

26/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86613

Le Téléthon 2021 du Fonds Arménien à Los Angeles a enregistré 12 351 000 dollars de promesses de dons

Le Téléthon 2021 du Fonds Arménien (Hayastan Himnadram) le 24^e de la série, qui s'est déroulé jeudi 25 novembre à Los Angeles a enregistré 12 351 000 dollars de promesses de dons. Ces fonds aideront les populations frontalières de l'Arménie en matière sociale, de santé, de la culture ainsi que le développement des infrastructures de ces villes et villages. Au Etats-Unis les promesses de dons ont atteint 7 861 000 dollars auxquelles se rajoutèrent les dons de France d'un montant de 3 990 000 dollars et les 500 000 dollars US collectés au Canada. « *L'opération continue et les résultats définitifs seront connus jusqu'à la fin de l'année* » indique le Fonds Arménien.

11- Les Nouvelles d'Arménie

26/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86586

La voiture de luxe du président du Parlement arménien soulève l'indignation

L'approbation par le gouvernement arménien de l'attribution d'une voiture de luxe d'un montant de quelque 185 000 \$ au bénéfice du président du Parlement Alen Simonian a suscité l'indignation de l'opinion publique en Arménie, où des militants de groupes civiques ont dénoncé cet achat comme un acte criminel, eu égard à la situation économique, financière et sociale dramatique à laquelle fait face le pays sous les effets conjugués de la pandémie et de la guerre du Karabagh. La porte-parole d'A.Simonian, Tsovinar Khachatrian, a quant à elle justifié l'achat de cette BMW de haut standing comme une mesure légitime, tant en termes de sécurité que de protocole. "La nécessité d'un nouveau véhicule est justifiée par le besoin de garantir une représentation en toute sécurité, et aussi par celui d'économiser de l'argent, car le prix annoncé comprend les garanties de service et les coûts de maintenance", a-t-elle expliqué, sans vraiment convaincre les opposants à cette décision, dont le défenseur des droits de l'homme Levon Barseghian, qui a évoqué une "fête durant la peste". "Cela est totalement incompréhensible et criminel en termes politiques. C'est une dépense criminelle alors que le pays doit régler d'énormes problèmes", a commenté L. Barseghian. En présentant cette décision d'achat, le gouvernement avait estimé qu'il était tenu pour urgent, ce qui implique que le véhicule puisse être acheté au

fournisseur officiel – la compagnie Euromotors, qui appartient à la famille de l’homme d’affaires Gagik Tsarukian, qui s’est plus ou moins retiré de la vie politique depuis que son parti Arménie prospère (BHK) a quitté le Parlement, dont il fut longtemps la deuxième force, à l’issue des législatives anticipées du 20 juin. En dépit de son appartenance à l’opposition, G.Tsarukian avait dû passer des compromis avec le gouvernement de Nikol Pachinian, comme avec ses prédécesseurs d’ailleurs, pour éviter de mettre en péril ses affaires. La plupart des représentants du gouvernement et des députés de la majorité parlementaire contactés à ce propos par le Service arménien de RFE/RL se sont abstenus de tout commentaire sur une décision qui crée manifestement un malaise au sein d’un pouvoir qui se veut irréprochable en matière d’éthique et mène une croisade contre la corruption, dont les principales cibles sont les représentants de l’ancien régime. Le ministre en charge des industries de haute technologie, Vahagn Khachatrian, s’est pourtant montré plus disert et a esquissé une explication de la décision de l’exécutif. “La voiture qui était en service depuis 2010 était devenue quasiment hors d’usage et devait être remplacée. Ce devait être une question urgente”, a-t-il indiqué. Le principal intéressé, A.Simonian, qui se trouve actuellement en déplacement officiel à l’étranger, ne s’est pas exprimé non plus sur la décision du gouvernement dont le chef, N.Pachinian, lorsqu’il était dans l’opposition, avait lancé régulièrement de vives critiques aux autorités de l’époque pour dénoncer leurs goûts pour les voitures de luxe et les dépenses qu’il occasionnait, grevant le budget de l’Etat. Les justifications exprimées alors par ses anciens adversaires politiques ne diffèrent guère de celles mises en avant par ses partisans aujourd’hui au pouvoir. Cette voiture de luxe ne devrait pas rehausser en tout cas l’image de son bénéficiaire, le président du Parlement A. Simonian, l’un des plus proches collaborateurs de N.Pachinian, une personnalité controversée et souvent décriée, qui a défrayé la chronique par ses brusques sautes d’humeur et coups de colère.

par [Garo Ulubeyan](#)

12- Le Point
25/11/2021

L’éditorial

Décomposition

« **Les civilisations sont mortelles**, *les civilisations meurent comme les hommes et cependant elles ne meurent pas à la manière des hommes. La décomposition, chez elles, précède leur mort, au lieu qu'elle suit la nôtre.* » Ces mots sont ceux de Bernanos (1), l'un des prophètes du siècle dernier, qui, comme Malraux, lisait notre avenir dans le ciel étoilé.

Ne sentez-vous pas déjà de mauvaises odeurs ? Notre décomposition est avancée si l'on en juge par ce qui se passe en Biélorussie, à la frontière de l'Europe, ou, un peu plus loin, en Arménie, îlot chrétien dans un océan plus islamiste que musulman. Notre civilisation est bafouée, ridiculisée, et nous restons plantés, sans réaction, les bras ballants, le cœur et le regard vides.

Pardon de troubler la digestion de nos « élites », ce sont des choses qu'il ne faut pas dire, mais leur mélange d'insouciance et de pleurerie n'est-il pas en train de creuser notre tombe ? Tout va bien, paraît-il, la croissance est de retour, mais à force d'avoir la voix et les mains qui tremblent devant les dictateurs, nos dirigeants européens leur donnent des ailes, de l'assurance.

L'abject Loukachenko (Biélorussie) ne se sent plus, qui utilise les migrants comme arme de guerre contre la Pologne et l'Europe. L'infâme Erdogan (Turquie) n'a rien non plus à craindre de nous : c'est pourquoi il nous botte toujours le cul après que nous nous sommes prosternés devant lui - par exemple, il continue sans vergogne à noyer sous des flots de migrants Chypre, abandonnée à son sort par l'Union européenne, dont elle est membre. Quant à l'abominable Aliyev (Azerbaïdjan), il piétine toutes les lois internationales sans que la fantomatique communauté du même nom ose même lever le petit doigt.

La tragédie arménienne est le symbole de toutes nos lâchetés. Voilà un mini-pays d'à peine 3 millions d'habitants qui a été amputé d'une grande partie de son berceau historique, le Haut-Karabakh, après l'attaque de la puissante coalition turco-djihado-azérie de l'an dernier. Depuis, les troupes azéries ne cessent de faire, à l'intérieur du pays, des incursions qui sont présentées comme des incidents « à la frontière » par l'AFP ou *Le Monde*. Bobards ! Après quoi, notre Quai d'Orsay, toujours égal à lui-même, « appelle les deux parties au respect du cessez-le-feu » ! On se pince.

Pétain est donc revenu parmi nous, les munichois du Quai avec lui. Surtout,

pas de vagues, rasons les murs, faisons-nous tout petits. Est-ce la raison pour laquelle les Français sont si « grincheux », comme le relève l'hebdo britannique *The Economist* ? Économiquement, analyse-t-il, notre pays ne s'en sort pas si mal, mais, obsédé par son déclin, il n'en a pas conscience. Sans doute parce qu'il a le sentiment de n'être pas gouverné.

« La fin d'une hégémonie, c'est le début d'une autre, note Régis Debray dans Éclats de rire (2), un bijou, que dis-je, un festival d'intelligence. Après l'Europe, l'Amérique, après l'Amérique, l'Asie et pourquoi pas l'Europe à nouveau, dans mille ans ? Il importe que la ronde des empires continue sa course. Le chacun-tour est bon pour le moral. » Debray ajoute : *« Deux choses menacent une société : le chef et l'absence de chef (...). Pour l'instant, chez nous, c'est l'éclipse qui fait souci. Elle peut donner de vilaine tentation. »*

Emmanuel Macron a montré ses capacités à cheffer dans au moins un domaine, depuis le début de l'année : la crise du coronavirus. On l'attend maintenant sur le reste. Alors que l'autorité se délite à tous les étages de la société, le peuple français aspire à être gouverné par un pouvoir qui n'ait pas peur de son ombre. Quand les militants de LR l'auront choisi(e), le ou la candidate unique de la droite parlementaire serait bien inspiré(e) de répondre à cette attente.

Gouverner, ce n'est pas seulement promettre, mais aussi tenir. Esprit paradoxal, Milton Friedman, le Prix Nobel d'économie 1976, père de l'école monétariste, a tout dit là-dessus. Certes, il commit l'erreur de s'acoquiner ou de se laisser récupérer par des régimes autoritaires, comme ceux du Chili de Pinochet ou de la Chine communiste qu'il conseilla, mais il aura laissé derrière lui un message politique fort : un gouvernement ne changera rien dans son pays s'il n'a pas préparé ses réformes avant d'arriver au pouvoir.

Friedman est obsédé à juste titre par ce qu'il appelle la « tyrannie du statu quo », c'est-à-dire l'inertie dans laquelle les nouveaux pouvoirs ont tôt fait de s'enliser après que leur opposition, sonnée par la défaite, a fini par se réveiller. C'est ce qui est arrivé à presque tous nos présidents. Il n'y a qu'une crise, réelle ou perçue, qui peut changer la donne. Tout nouveau pouvoir n'a donc d'autre choix que d'agir vite pour préparer la recomposition après la décomposition.

(1) « Essais et écrits de combat », La Pléiade, tome II.

(2) Gallimard, à paraître le 2 décembre.

Franz-Olivier Giesbert

13- Les Nouvelles d'Arménie

25/11/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86540

Fateme Gaboardi : Beaucoup d'Arméniens ne comprennent pas le danger qui menace l'Arménie

Interview par Anton Evstratov

Au mois de septembre 2021, l'universitaire italienne d'origine iranienne, Fateme Gaboardi Maleki Mino, s'est rendue en Arménie pour la présentation de la nouvelle édition de son livre *Dream Journey Through the History of Forgotten People : The Crypto Armenians of Anatolia* et discuter des perspectives de publication d'une version arménienne de cet ouvrage - la première grande étude des problèmes de la langue turque crypto-Arméniens dans le milieu universitaire.

Fateme, je suis heureux de vous accueillir sur la terre arménienne ! Votre livre en est déjà à sa deuxième édition, ce qui en dit long sur la qualité de l'ouvrage. Pourquoi, cependant, ont-ils décidé de le sortir une deuxième fois - d'autant plus, que la première fois il est sorti assez récemment ...

Oui, c'est une étude que je fais depuis plus de 3.5 ans. J'ai changé d'éditeur - maintenant il est plus impliqué dans le contexte arménien et comprend les problèmes de l'Arménie. Et en juin, il est sorti avec une nouvelle maison d'édition. Et après l'épidémie du coronavirus, nous avons commencé à organiser des présentations de livres, des conférences et des conférences qui lui sont consacrées. L'ouvrage est une série d'entretiens avec des familles de crypto-

arméniens d'Anatolie orientale réalisée là-bas – sur place. Il s'agit d'une étude assez sérieuse, même organisationnelle – aucune de ces personnes ne dit : « Bonjour, nous sommes des crypto-arméniens ! » Ils se cachent publiquement – devant des voisins et d'autres, se disant Kurdes ou Turcs. J'ai dû chercher avec l'aide de mes amis, collègues, pour savoir, pour avoir une conversation franche. Et en fait, il y en a beaucoup...

Combien pensez-vous ?

Hrant Dink a parlé de millions de personnes avant son meurtre, et je suis d'accord avec cela. Mais, bien sûr, il est impossible d'établir un chiffre exact maintenant. Beaucoup, beaucoup – ils le disent eux-mêmes. En général, on rencontre très souvent des gens en Anatolie orientale et en Turquie en général qui disent : « ma grand-mère était arménienne », ou : « mon grand-père était arménien ». Pendant le Génocide, ces ancêtres, puis encore enfants, se sont installés dans des familles turques ou kurdes et ont été élevés comme Turcs et Kurdes, sachant pourtant qui ils étaient réellement.

Que vous ont dit vos répondants crypto-arméniens ?

Ils parlaient principalement d'eux-mêmes – de la vie des Arméniens ordinaires qui sont forcés de vivre dans un pays où ils doivent s'appeler contacter Kurdes ou Turcs, cachant leur langue et leur religion. Chaque locuteur, chaque famille, bien sûr, a sa propre histoire. Je les ai réunis dans mon livre, d'ailleurs, j'ai souvent dû changer les noms des personnes interrogées car elles-mêmes m'ont avoué que, bien qu'elles soient heureuses de parler de leurs origines et de raconter leur histoire, elles ont peur des autorités turques, qui pourraient avoir pour cela. Ils craignent les représailles de la police et même de l'armée. En même temps, ces gens étaient très gentils avec moi, ils me percevaient comme une fille ...

Veulent-ils quitter la Turquie ?

Non, la plupart du temps, ils n'y pensent pas. Ils disent : « Nous aimons notre pays parce que nous avons grandi ici. De plus, beaucoup d'entre eux sont des personnes âgées. Leurs enfants vivent quelque part à Istanbul ou à Ankara ou même dans d'autres pays, tandis qu'eux-mêmes sont restés là où ils ont grandi. Je suis d'accord, c'est une contradiction mentale, une réalité extrêmement étrange.

Vous avez surtout parlé avec des personnes âgées, mais qu'en est-il de

leurs enfants ou petits-enfants ?... Se sentent-ils aussi Arméniens ?

Oui. Surtout oui. Le problème est que la plupart d'entre eux ne connaissent pas la langue arménienne. Ils aimeraient enseigner, mais c'est difficile car dans ce cas, ils commencent immédiatement à subir la pression des autorités turques. Par exemple, à Diyarbakir il y a quelques années, il y avait une école arménienne où il était possible d'étudier la langue et la littérature arméniennes. La police s'y rendait régulièrement, interférait avec le processus éducatif, créait d'autres difficultés. Un autre exemple - j'ai un ami à Istanbul. Il a commencé à étudier la langue et la littérature arméniennes cet hiver. Ce n'est pas un crypto-arménien, il se dit ouvertement Arménien. Lorsqu'il a commencé sa formation, son voisin a écrasé sa voiture en disant : « Si vous voulez être arménien, je vais vous achever. Et oubliez notre amitié. »

C'est-à-dire que non seulement le gouvernement, mais aussi les gens ordinaires en Turquie ont une attitude extrêmement négative envers les Arméniens ?

Oui.... Il me semble qu'il s'agit de l'influence du panturcisme sur la société turque. De plus, je peux dire que la situation empire - par exemple, il ya 3-4 ans, ce n'était pas le cas.

Quels sont, selon vous, les perspectives pour les crypto-arméniens en Turquie ? Vont-ils devenir Turcs ou Kurdes, ou peuvent-ils encore survivre en tant qu'Arméniens ?

Maintenant, en Turquie, la situation est très mauvaise pour le christianisme en général - pas seulement pour les Arméniens. Le vent du panturcisme est extrêmement fort. La ligne d'islamisation du gouvernement est également très forte. Maintenant, c'est difficile pour les crypto-Arméniens. En ce moment, je travaille sur une autre étude - sur les Arméniens qui, comme les Arméniens, vivent ouvertement en Turquie. Eux aussi subissent beaucoup de pression - comme cet ami à moi dont la voiture s'est écrasée. Mais c'est un Arménien ouvert, qui apprend simplement sa langue, et qui jusqu'à présent, semble-t-il, était assez normalement accepté dans la société... complètement dangereux.

Dans quelle mesure le problème sur lequel vous écrivez est-il étudié en Italie et en Europe en général ?

Presque rien. De plus, en Italie, presque personne ne parle de l'Arménie et des Arméniens en général. A titre d'illustration, je noterai que nos médias tentent même de contourner le sujet de la récente guerre de l'Artsakh et de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan.

Pourquoi ? L'Italie a-t-elle vraiment peur de la Turquie et de l'Azerbaïdjan ?

Il y a des raisons précises à cela. L'Italie est un pays étroitement lié à la Turquie et à l'Azerbaïdjan. Premièrement, l'Italie est intéressée par l'approvisionnement en gaz azerbaïdjanais via le territoire turc. En conséquence, pendant la dernière guerre, de nombreux journalistes italiens ne se sont même pas contentés de se taire - ils ont parlé de « l'agression arménienne » contre l'Azerbaïdjan ! C'est-à-dire qu'ils ont menti ouvertement ! Deuxièmement, il existe de nombreuses usines italiennes situées en Turquie - principalement dans les régions d'Istanbul et de Bursa. Par exemple, la société Ferrero, le fabricant du célèbre Nutella et d'autres produits de confiserie, possède une grande usine près de Bursa - il y a des plantations de noix, une main-d'œuvre bon marché et tout ce dont vous avez besoin pour faire des affaires avec succès. De plus, Fiat fabrique des voitures et des composants pour celles-ci en Turquie. Un certain nombre de fabricants de vêtements italiens font de même - même Gucci ! En cas d'aggravation des relations avec Ankara, ils perdront tous des millions d'euros, sans parler du gaz azerbaïdjanais !

Et, bien sûr, si les journalistes locaux disent la vérité sur ce qui se passe actuellement dans le Caucase du Sud ou sur la question arménienne en général, Rome peut avoir des problèmes ...

À votre avis, que doit faire l'Arménie et la société arménienne dans une situation aussi difficile ?

Étant maintenant à Erevan pas pour la première fois, je suis très ennuyé par l'état d'esprit dans la société arménienne... Ils ne comprennent pas le danger qui menace l'Arménie ici... Chaque jour je vois des gens rire, boire, manger, se reposer, pendre sans aucun problème et un pincement au cœur. Et il me semble que c'est un comportement très négligent face à l'agression azerbaïdjano-turque et à la lumière de la dernière guerre. Je pense que l'Azerbaïdjan ne s'arrêtera pas. Et je crois que les Arméniens devraient être plus impliqués dans ce qui se passe.

Les Azerbaïdjanais sont déjà là. Ils ont pris Lachin, et leur prochaine étape sera l'occupation des territoires de l'Arménie. La position azerbaïdjanaise est assez évidente ! Je ne comprends pas pourquoi beaucoup d'Arméniens ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre cela...

L'autre jour, j'étais à Noravank et je me suis arrêté à un poste de contrôle près de la frontière turque. Mon chauffeur de taxi a dû faire le plein là-bas et j'ai décidé de boire de l'eau dans un café local. Là, j'ai rencontré cinq militaires qui servaient au poste de contrôle et je leur ai demandé leur avis sur ce qui se passait. Ils ont répondu qu'ils aimaient leur peuple, mais ils voient que les gens ordinaires ne pensent même pas au danger qui pèse sur eux. Après avoir écouté mon point de vue, les gars ont dit qu'ils étaient d'accord avec moi car, étant ici, ils ne savent pas ce qui va se passer le mois prochain, et encore plus plus tard. Mais beaucoup ferment simplement les yeux sur cela.

Je ferai remarquer que certaines de ces personnes insouciantes pensent que la Russie les aidera, mais je ne peux pas être d'accord avec cela, car Je crois que même si la Russie va aider, elle va aider ses propres intérêts et seulement en eux. Je pense que Poutine, Aliyev et Erdogan ne sont pas très différents les uns des autres, ils ont une façon de penser plus ou moins similaire. Même les casques bleus russes, qui sont maintenant en Artsakh et en Arménie, sont stationnés ici, partant de l'intérêt russe pour contrôler la situation en cours, et pas du tout dans le but de protéger les Arméniens et d'aider l'Arménie. J'en suis absolument sûr.

Et j'ai peur pour l'Arménie car dans un tel État et avec une telle politique, elle disparaîtra tout simplement dans les 30 à 40 prochaines années, voire moins. Peut-être que seules Erevan et Etchmiadzine resteront - pour rappeler au monde son ancienne culture

Un pronostic impartial et franc... Quels sont vos projets pour l'avenir ?

Etude sur les Arméniens à Istanbul. C'est très important, car, comme je l'ai dit, la situation dans la ville et dans l'ensemble de la Turquie a complètement changé au cours des 3-4 dernières années. Mon prochain livre en parlera...

Traduit du Russe

par [Jean Eckian](#)

14- Senat.fr

23/11/2021

https://videos.senat.fr/video.2612174_619d105f39867.colloque-chretien-d-orient-l--armenie-un-an-apres

L'Arménie un an après ...

Bilan et perspectives, un an après l'adoption par le Sénat de la résolution portant sur la nécessité de reconnaître le Haut-Karabagh.

(Vidéo du colloque à voir en ligne)

15- Le Figaro

24/11/2021

<https://www.lefigaro.fr/international/au-senat-les-intellectuels-denoncent-l-indifference-de-l-europe-sur-le-haut-karabagh-20211124>

Au Sénat, des intellectuels dénoncent l'indifférence de l'Europe sur le Haut-Karabakh

Par [Amaury Coutansais Pervinquière](#)

COMPTE-RENDU - Plusieurs intervenants se sont succédé devant le président de l'Assemblée nationale arménienne pour défendre «ce petit mouchoir de roche perdu au milieu des empires».

Comment rester indifférent à cette souffrance ? «*Une grande partie des réfugiés de l'Artsakh restent sans logement, les Azéris contrôlent des points d'eau et 1500 sites historiques arméniens*», dénonce Hovhannès Guevorkian, représentant du Haut-Karabakh, au Sénat mardi 23 novembre. «*Face à ce nettoyage ethnique, le seul règlement définitif est l'indépendance de l'Artsakh (nom arménien du Haut-*

Karabakh)», adjure-t-il avec une colère contenue mélangée à de la fierté.

Le 25 novembre 2020, le Sénat adoptait à l'unanimité moins une voix [une résolution demandant la reconnaissance du Haut-Karabakh au gouvernement](#). Un an après, la chambre haute du Parlement veut établir un bilan et donner des perspectives autour de la «*question arménienne*». Sont présents des parlementaires, des intellectuels, Gérard Larcher, l'ambassadrice d'Arménie et le président de l'Assemblée nationale arménienne, Alain Simonian.

(La suite réservée aux abonnés)

16- Le Courrier d'Erevan

22/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/arts-et-culture/les-archeologues-ont-decouvert-un-aqueduc-romain-du-2e-siecle-artachat-en-armenie>

Les archéologues ont découvert un aqueduc romain du 2e siècle à Artachat, en Arménie

Un aqueduc romain datant approximativement du 2e siècle après J.-C. a été découvert lors de fouilles archéologiques à Artachat.

Mkrtich Zardaryan, chef du département d'archéologie de l'Arménie ancienne à l'Institut d'archéologie et d'anthropologie et chef de l'expédition archéologique d'Artachat, a parlé de cette découverte lors d'une conférence de presse.

« De tels aqueducs ont été construits exclusivement dans l'Empire romain. Le fait est que, lors de la création de l'aqueduc d'Artachat, l'Arménie était l'une des provinces de l'Empire romain », a déclaré Mkrtich Zardaryan.

Selon lui, les fondations de l'aqueduc romain ont été découvertes dans la vallée d'Artachat à une profondeur de 200 mètres. Les calculs des chercheurs indiquent que la structure est constituée de pylônes de 3 à 3,5 mètres de long, espacés de 2

à 2,5 mètres. Les archéologues supposent que l'aqueduc acheminait l'eau de Vedi à la vallée d'Artachat. M. Zardaryan a déclaré que les fondations de deux palais arméniens, des conduites d'eau et des bains romains ont également été découverts sur ce même territoire.

Lors de la conférence de presse, le chef du département de l'Institut a évoqué les problèmes de préservation des structures anciennes dans la région : « *La sauvegarde du site d'Artachat est menacée. Plusieurs projets de construction de restaurants et d'autres bâtiments adjacents à Khor Virap voient le jour, menaçant l'existence de sites d'importance historique. En outre, il y a des gens avec des détecteurs de métaux qui cherchent des pièces anciennes à vendre* », a déclaré M. Zardaryan, notant que « nous parlons si souvent du développement du tourisme en Arménie, et dans ce cas, les sites historiques anciens sont des endroits idéaux à cette fin ».

L'expédition archéologique d'Artachat a débuté en 2019 et continue jusqu'à aujourd'hui en coopération avec des spécialistes allemands. Les principaux axes de recherche sont le quartier de Getamerts, fondé par le roi Trdat, et les vallées d'Artachat.

Source : [newsarmenia.am](https://www.newsarmenia.am)

17- France Culture

26/11/2021

<https://www.franceculture.fr/conferences/revue-esprit/lanti-democratie-au-xxie-siecle-iran-russie-turquie>

L'anti-démocratie au XXIe siècle : Iran, Russie, Turquie

À propos du livre du sociologue Hamit Bozarslan, qui analyse les logiques de radicalisation des régimes autoritaires. Derrière une façade démocratique, l'Iran, la Russie et la Turquie, présentent des similitudes structurelles : culte du chef, "pureté" de la nation, et mobilisation de la religion...

L'anti-démocratie est-elle le nouveau visage de l'avenir ? Les régimes iranien, russe et turc aimeraient sans doute le faire accroire. Derrière une façade démocratique, tous trois donnent à voir une même fuite en avant. Culte d'un chef infaillible investi d'une "mission historique" ; "pureté" de la nation trop longtemps humiliée et volonté de revanche face à un Occident corrompueur ; mobilisations de la religion ; organisation d'un État parallèle fondé sur les liens personnels, la corruption et l'accaparement des ressources ; développement d'un appareil sécuritaire pour répondre à une paranoïa savamment entretenue vis-à-vis des "ennemis extérieurs et intérieurs" ; institutionnalisation d'une réalité alternative sur laquelle les faits n'ont plus de prise... Plongée au cœur des logiques de radicalisation des régimes autoritaires, cette comparaison aiguisée entre l'Iran, la Russie et la Turquie de ce début de XXIe siècle est un puissant avertissement pour nos démocraties qui doutent d'elles-mêmes.

Un entretien enregistré en novembre 2021.

Hamit Bozarslan, Directeur d'études à l'EHESS, auteur notamment de *L'anti-démocratie au XXIe siècle* (CNRS, 2021), membre du Conseil de rédaction d'*Esprit*.

Un entretien mené par Anne-Lorraine Bujon, directrice de la rédaction d'*Esprit*.

(Emission à écouter en ligne)

18- France 24

26/11/2021

<https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20211126-en-turquie-le-milliardaire-rouge-osman-kavala-reste-derri%C3%A8re-les-barreaux>

En Turquie, le "milliardaire rouge" Osman Kavala reste derrière les barreaux

Détenu depuis quatre ans sans procès, l'homme d'affaires turc Osman Kavala restera en détention jusqu'à une prochaine audience, le 17 janvier, a décidé vendredi un tribunal d'Istanbul. Amnesty International dénonce une "grave

violation" des droits de cet éditeur, l'une des bêtes noires du président Erdogan.

"Notre droit à un procès équitable nous a été dénié. Par conséquent, nous ne prévoyons pas de présenter de défense aujourd'hui", a déclaré Tolga Aytöre, l'avocat d'Osman Kavala face au tribunal d'Istanbul, vendredi 26 novembre.

L'entrepreneur turc, surnommé le "milliardaire rouge" pour son engagement à gauche, est incarcéré sans procès depuis le 18 octobre 2017. Le président Recep Tayyip Erdogan l'accuse alors publiquement dans deux discours de "financer le terrorisme" et de "représenter en Turquie" le milliardaire américain George Soros, figure de la philanthropie internationale et bête noire de plusieurs dirigeants autoritaires dans le monde.

Derrière ces accusations publiques, on trouve en filigrane le soutien apporté par Osman Kavala aux [manifestations antigouvernementales de Gezi en 2013](#)... et le ressentiment d'Erdogan. Poursuivi pour "tentative de renversement du gouvernement", il est [finalement acquitté](#) pour manque de preuve en février 2020, mais est [aussitôt placé à nouveau en détention](#), accusé cette fois d'avoir "cherché à déstabiliser la Turquie" lors du coup d'État manqué de 2016. Il risque la prison à vie.

Face à cette situation, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a jugé dès 2019 [sa détention contraire à la Convention européenne des droits de l'Homme](#) (dont la Turquie est signataire) et a exigé sa "libération immédiate".

Figure de la société civile

"Depuis son placement en détention en 2017, affirme Milena Büyüm, chargée de campagne pour Amnesty International Turquie contactée par France 24, Amnesty a continuellement appelé les autorités turques à relâcher Osman Kavala. Il n'y a pas de base légale à sa détention provisoire. Cela va faire deux ans que la décision de la CEDH n'est pas suivie par le gouvernement turc, et nous espérons que le Conseil de l'Europe va engager une procédure de suspension contre la Turquie. Le refus d'appliquer cette décision de la CEDH est une grave violation des droits d'Osman Kavala, et une menace contre le système des droits humains dans toute la région."

En septembre dernier, le Conseil de l'Europe a en effet menacé la Turquie d'engager une procédure de suspension si Osman Kavala n'était pas relâché. Cette procédure, rare et complexe, n'a été appliquée qu'une fois à l'encontre de la Russie, de 2017 à 2019. À la suite de cette annonce, [dix ambassadeurs occidentaux](#) ont rédigé un communiqué pour exiger la libération d'Osman Kavala. Recep Tayyip Erdogan les a alors menacés d'expulsion, avant de se raviser, évitant de justesse une crise diplomatique majeure.

Figure centrale de la société civile, Osman Kavala est connu en Turquie et à l'étranger pour ses actions humanistes et progressistes. Il œuvre depuis plusieurs années à la réconciliation des mémoires et à la démocratisation de la Turquie.

Né en 1957 dans une des familles les plus aisées du pays, il étudie l'économie à Manchester, en Grande-Bretagne, où il manifeste contre la politique néolibérale et conservatrice de Margaret Thatcher, alors en plein affrontement avec l'IRA. Il continue sa formation à New York, où il passe deux ans à la New School for Social Research.

Il rentre ensuite en Turquie et prend la tête de la société familiale en 1982, après le décès de son père. Il crée alors [Iletisim](#), une maison d'édition mettant en avant des textes sur la démocratie en Turquie. En 1986, selon [Ariane Bonzon dans Slate](#), il accueille les premiers militants écologistes de Turquie dans un de ses immeubles, alors qu'ils protestent contre l'érection d'un hôtel sur une plage abritant des tortues maritimes en voie d'extinction.

Engagement pour la reconnaissance du génocide arménien

En 2002, après l'accession au pouvoir de l'AKP, il soutient financièrement la société civile en créant une fondation, [Anadolu Kultur](#), qui promeut le dialogue avec les Kurdes et les Arméniens à travers

...